



EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE DU 28 SEPTEMBRE 2026 A 19H30

Le 28 septembre 2026, le conseil municipal de Sainte-Geneviève-des-Bois, régulièrement convoqué le 22 septembre 2026 conformément aux articles L 2121.10 et L 2121.12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni à la Mairie, salle du conseil municipal, sous la présidence de Monsieur Frédéric PETITTA, Maire.

Etaient présents :

Frédéric PETITTA, Nathalie VASSEUR, Jean-Pierre VIMARD, Sarah BENHAMMOU, , Alice SEBBAG, Amir BEN MERZOUG, Philippe ROGER Nadia CARCASSET, Héritier LUNDA, Karine FARINA, Marc LE MEUR, Laurence BELAIGUES, Philippe DECOMBLE, Maria DE JESUS, Mohammed ZAOUI, Michelle BOUCHON, José MARTINS, Patricia BARTOLI, Brahim OUAREM, Cathy DA MOTA, Jacques BOULANGER, Franck CHAUVEAU, Florence ROGER, Marie-Eve HODGI, Emmanuel GAPAILLARD, Bertrand PUARD, Sébastien CHAMBRY, Stéphanie DALMASSO, Adrien FRANCISCO, Julie FERRÉ, Mickael AMAND, Franck PHILIPPE, Marie-Noëlle ROLLY, Dimitri GORGE-BERNAT, Ivan CARRENO, Tahamout BENKHETTACHE.

Lesquels forment la majorité des membres en exercice du Conseil municipal et peuvent valablement délibérer aux termes de l'article 2121.17 du code du texte précité.

Excusés ayant donné pouvoir :

Naïma FERROUDJI (pouvoir à Jean-Pierre VIMARD), Raymonde BLÉCOURT (pouvoir à Sarah BEN HAMMOU), Mélanie SCHLATTER (pouvoir à Marie-Noëlle ROLLY)

Absents Excusés :

Nombre de membres
composant le conseil : 39

en exercice : 39
présents : 36
représentés : 3
absents : 0

Frédéric PETITTA, Maire, ayant procédé à l'appel nominal, déclare la séance ouverte

Alice SEBBAG est élue secrétaire.

CONSEIL MUNICIPAL DU 28 SEPTEMBRE 2026**Délibération n°26-146**

Service : Direction des Finances et Commande Publique
Affaire suivie par Jean-Claude FERNANDES

**DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC
RELATIVE À L'EXPLOITATION DU SERVICE PUBLIC DE MISE EN
FOURRIÈRE AUTOMOBILE**

LE CONSEIL MUNICIPAL

VU le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 1411-1 et suivants relatifs aux délégations de service public, ainsi que ses articles L. 2212-2 et L. 2213-1 relatifs aux pouvoirs de police du maire en matière de circulation et de stationnement ;

VU le Code de la commande publique, et notamment ses articles L. 1121-1, L. 1121-3 et L. 3111-1 et suivants relatifs aux contrats de concession ;

VU le Code de la route, et notamment ses articles L. 325-1 à L. 325-13 et R. 325-1 à R. 325-52 relatifs à la mise en fourrière des véhicules ;

VU le rapport de présentation établi conformément aux dispositions de l'article L. 1411-4 du Code général des collectivités territoriales figurant en annexe de la présente délibération ;

CONSIDÉRANT que l'activité de la police municipale de Sainte-Geneviève-des-Bois a conduit à 1 645 verbalisations en 2025, dont 82 mises en fourrière effectives, avec un suivi simultané pouvant atteindre 319 véhicules, et que cette activité, structurée et régulière, est appelée à se poursuivre ;

CONSIDÉRANT que la Ville souhaite confier, de manière globale, à un opérateur économique :

- ✓ L'enlèvement et le transport des véhicules mis en fourrière sur réquisition de la police municipale ;
- ✓ Le gardiennage des véhicules sur un site de fourrière agréé par la préfecture ;
- ✓ La restitution des véhicules à leurs propriétaires dûment identifiés ;
- ✓ La conduite des démarches administratives afférentes (consultation du fichier SIV, mise en demeure du propriétaire, expertise de valeur) ;
- ✓ La remise aux Domaines ou la destruction, par un centre VHU agréé, des véhicules non réclamés.

CONSIDÉRANT que compte tenu des orientations retenues par la Ville et des arguments décrits dans le rapport de présentation annexé à la présente délibération, le recours à un mode de gestion déléguée de type délégation de service public sous forme de concession apparaît comme le montage contractuel le plus pertinent pour l'exploitation de ce service ;

CONSIDÉRANT que ce mode de gestion répond en effet le mieux aux attentes, besoins et contraintes de Sainte-Geneviève-des-Bois en permettant :

- ✓ De confier l'exécution matérielle du service à un opérateur spécialisé, titulaire des agréments préfectoraux requis, tout en préservant l'autorité exclusive de la commune sur les décisions de mise en fourrière, qui demeurent de la compétence des seuls agents de police habilités ;
- ✓ De s'appuyer sur un modèle économique dans lequel le délégataire se rémunère directement auprès des usagers, sur la base de tarifs réglementés, sans subvention d'exploitation de la commune ;
- ✓ De transférer au délégataire l'ensemble du risque d'exploitation, notamment le risque de non-recouvrement des frais auprès des propriétaires défaillants et celui tenant à la variation du nombre d'interventions.

CONSIDÉRANT que le délégataire sera seul responsable, à ses risques et périls, de la bonne exécution du service. À ce titre, il assumera seul, notamment :

- ✓ La justification et le maintien, pendant toute la durée du contrat, de l'agrément préfectoral de gardien de fourrière et de celui du site de fourrière ;
- ✓ La mise en œuvre des moyens humains et matériels nécessaires à la disponibilité du service vingt-quatre heures sur vingt-quatre, sept jours sur sept ;
- ✓ Le respect des délais maximaux d'intervention fixés au cahier des charges ;
- ✓ La tenue d'un registre des mises en fourrière et la transmission à la commune de rapports mensuels et d'un rapport annuel conforme à l'article L. 1411-3 du CGCT ;
- ✓ La souscription et le maintien des assurances nécessaires à la couverture des responsabilités encourues dans l'exécution du service.

CONSIDÉRANT qu'au regard de la nature des prestations et des moyens que le délégataire doit consacrer au service (véhicules dédiés, aménagement et exploitation du site de gardiennage, outil numérique de suivi), et afin de tenir compte de la durée d'amortissement de ces investissements, la durée envisagée du contrat est fixée à cinq (5) ans, non reconductible tacitement ;

CONSIDÉRANT que le délégataire tirera sa rémunération de l'exploitation du service, via les frais de fourrière perçus directement auprès des propriétaires de véhicules dans la limite des tarifs réglementaires en vigueur ; il supportera seul et intégralement l'aléa de l'exploitation et le risque commercial en découlant, pendant la durée du contrat ;

CONSIDÉRANT qu'en contrepartie des prestations assurées pour les véhicules dont le propriétaire demeure introuvable ou insolvable après accomplissement des démarches réglementaires, la commune versera au délégataire un forfait par dossier, dont le montant sera déterminé à l'issue de la mise en concurrence et révisé annuellement dans la limite de 3 % par an ; il s'agit de la seule participation financière de la commune, à l'exclusion de toute subvention d'exploitation ;

CONSIDÉRANT que la Ville conservera un pouvoir de contrôle sur le bon déroulement de l'exploitation du service ainsi que sur la gestion du service par le biais d'outils qui seront précisés dans le contrat (droit de visite, audit des comptes, accès à l'outil numérique de suivi, rapports mensuel et annuel) ;

CONSIDÉRANT l'avis de la commission de l'Aménagement, Cadre de vie, Écologie, Commerces et Développement Économique en date du 15 septembre 2026 ;

CONSIDÉRANT l'avis favorable de la Commission Consultative des Services Publics Locaux en date du jeudi 17 septembre 2026.

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ

APPROUVE le principe du recours à une délégation de service public sous forme de concession, pour l'exploitation du service public de fourrière automobile de la Commune de Sainte-Geneviève-des-Bois, pour une durée de cinq (5) ans.

AUTORISE Monsieur le Maire, ou son représentant, à engager la procédure de délégation de service public et à accomplir tous les actes préparatoires nécessaires à la passation de ce contrat.

VOTE

Pour : 39

Contre :

Abstention :

Pour extrait conforme.



Frédéric PETITTA

Maire de Sainte-Geneviève-des-Bois

Président de Cœur d'Essonne Agglomération

Le présent acte peut, dans un délai de deux mois à compter de son affichage, de sa publication ou de sa notification, faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif de Versailles ou, dans le même délai, d'un recours gracieux auprès du maire. L'absence de réponse du maire dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet. La décision explicite ou implicite au recours gracieux peut, dans un délai de deux mois, faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif de Versailles. Le Tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr ou par voie postale ou directement au bureau du greffe de la juridiction (56 avenue de Saint-Cloud, 78000 Versailles).